



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2025- 0162

du 22 MAI 2025

**mettant en demeure la société MICHEL RECYCLAGE
de régulariser la situation de l'installation de transit et de traitement de déchets
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BRIENON-SUR-ARMANÇON**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-SAPPIE-BE-2022-328 délivré le 8 juillet 2022 à la société MICHEL RECYCLAGE pour l'exploitation d'une installation de transit et de traitement de déchets sur le territoire de la commune de Brienon-sur-Armançon, au titre des rubriques 2791, 2718, 2794, 2515, 2714, 2716, 2713 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 décembre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 23 avril 2025 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant du 15 mai 2025 sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2022 susvisé dispose :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

- Réseau d'alimentation d'eau potable : 150 m³/an maximum.*

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 21 250 m².

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 1 l/s/ha pour les surfaces imperméabilisées (voiries en enrobés et dallage en béton) ainsi que l'auvent du stockage Bois A et DNDAE.

Un porter à connaissance sera déposé dans les 6 mois à compter de la notification de l'arrêté afin de justifier de la compatibilité du projet avec le SAGE de l'Armançon. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2022 susvisé dispose :

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Eaux usées sanitaires : les eaux usées sanitaires du bâtiment administratif sont raccordées au réseau collectif de la zone industrielle pour traitement sur la station de traitement des eaux usées (STEU) de Brienon-sur-Armançon.
- Eaux pluviales de toiture du bâtiment principal : les eaux pluviales qui ruissellent sur la toiture du bâtiment principal (grand bâtiment comprenant l'accueil et le stockage d'amiante) sont collectées dans un réseau dédié aux eaux pluviales de toiture et rejetées directement dans le bassin de régulation sans traitement.
- Autres eaux pluviales de toitures, des voiries et dallages : les eaux pluviales ruisselant sur l'ensemble des voiries et des dallages (+ auvents des DNDAE et du Bois A broyé) seront collectées et traitées sur un débourbeur/déshuileur avec déversoir d'orage avant envoi dans le bassin de régulation [...]. »

CONSIDÉRANT que l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2022 susvisé dispose :

« L'exploitant réalise les contrôles suivants sur le rejet n° 1 :

pH, T°, MES, DCO, DBO, Hydrocarbures totaux, Métaux totaux, Arsenic, Chrome hexavalent, Indice phénols, cyanures totaux et AOX : périodicité du contrôle annuelle. »

CONSIDÉRANT que l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2022 susvisé dispose :

« Les stockages déchets (bois, métaux, déchets verts, inertes, DNDAE, verre, PVC, amiante) sont implantés conformément à l'étude de danger et au dossier de demande d'autorisation, notamment en terme d'ilotage pour éviter les effets dominos et de dispositions constructives (mise en place de mur béton REI 120 pour délimiter certains stockages) [...] »

CONSIDÉRANT que l'article 5.1.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2022 susvisé dispose :

« Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

La rétention des eaux d'extinction se fera dans un bassin étanche de 450 m³ de capacité après actionnement d'une vanne de coupure placée en amont du débourbeur/déshuileur.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

CONSIDÉRANT que l'article 6.4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2022 susvisé dispose :

« L'établissement est équipé d'un portique de détection fixe double voies de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrants ou sortants.

Le seuil de détection de ce dispositif est fixé selon les règles de l'art. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence a minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

À l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

L'exploitant peut disposer également d'un appareil de mesure portatif périodiquement étalonné dont l'objet principal sert à délimiter un périmètre d'isolement autour d'un camion lors d'une détection. Dans ce cas, l'exploitant établit des consignes adaptées et forme son personnel. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 15 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions susmentionnées :

- aucun porter à connaissance n'a été déposé afin de justifier de la compatibilité du projet avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Armançon ;
- les eaux pluviales ruisselant sur l'ensemble des voiries et des dallages (ainsi que sur les auvents des DNDAE et du stockage Bois A broyé) ne sont pas entièrement collectées, et le nouveau débourbeur/déshuileur avec déversoir d'orage ainsi que le bassin de régulation n'ont pas été mis en place ;
- l'exploitant n'a pas réalisé le contrôle annuel de ses rejets aqueux ;

- l'exploitant a modifié l'emplacement de certains stocks de déchets et les ilotages associés et pour le stockage de bois, la hauteur des blocs en béton des casiers associés est d'environ 1,5 m alors que le stockage de bois atteint 4 m ;
- aucune rétention incendie n'a été mise en place ;
- l'étalonnage du portique de détection de la radioactivité n'a pas été fait annuellement depuis sa mise en place en 2022 ;
- le personnel ne sait pas réagir en cas de détection de matière radioactive dans les bennes de déchets ;
- à l'entrée du site, il est possible pour un véhicule de ne pas passer par le portique de détection de la radioactivité.

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société MICHEL RECYCLAGE de respecter les prescriptions des articles 3.1.1, 5.1.1, 3.2.1, 5.1.5.6, 3.4.2, 6.4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE :

Article 1^{er} - Mise en demeure

La société MICHEL RECYCLAGE, exploitant une installation de transit et de traitement de déchets sur le territoire de la commune de Briennon-sur-Armançon, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 6.4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 juillet 2022 en créant une procédure relative au déclenchement du portique de détection de matières radioactives et former son personnel à celle-ci. L'étalonnage, *a minima* annuel, du dispositif de détection de la radioactivité devra être assuré et tout chargement (entrée et sortie de site) devra faire l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.
- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 juillet 2022 en déposant un porter à connaissance afin de justifier de la compatibilité du projet avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Armançon ;
- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 juillet 2022 en transmettant un porter à connaissance précisant les modifications apportées, relatives notamment à certaines zones de stockage de déchets, par rapport à sa demande d'autorisation initiale. Les barrières de sécurité préventives définies dans l'étude de danger devront être installées.
- **dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 juillet 2022 en finalisant les travaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être souillées, en installant un débourbeur ainsi que le bassin de régulation prévu.

- **dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 juillet 2022 en réalisant un contrôle annuel de ses rejets aqueux.
- **dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 5.1.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 juillet 2022 en mettant en place la rétention incendie mentionnée.

Article 2 - Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société MICHEL RECYCLAGE.

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- 2° Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre chargé de la transition écologique d'un recours hiérarchique. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 4 – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Brienon-sur-Armançon,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre-Yonne de la DREAL.

Fait à Auxerre, le **22 MAI 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Pauline GIRARDOT